

Idées - Tribune libre - Histoire -

Article paru le 5 février 2010

[Imprimer](#)[Fermer](#)**TRIBUNE & IDÉES****Une nouvelle politique de l'association**

Par Jean-Louis Laville (*), professeur au Cnam (Conservatoire national des arts et métiers)

Quels moyens pour démocratiser l'économie ?

À la fin du vingtième siècle, la congruence entre démocratie et marché avait été affirmée comme si elle marquait la fin de l'histoire. Mais cette conception ethnocentrique n'a pas fait illusion longtemps. La réalité d'une tension irréductible entre capitalisme et démocratie s'est à nouveau imposée. Bien loin de procurer la prospérité pour tous, la société de marché fait courir le risque, comme dans les années 1930, d'une déstructuration du tissu social telle qu'elle fasse le lit de régimes autoritaires. Si l'économie de marché est légitime, la démocratie est par contre sous la menace d'un marché sans limites.

En effet, l'internationalisation et la tertiarisation des économies ont déstabilisé les équilibres propres aux sociétés salariales nationales. Les compromis sociaux-démocrates, ancrés sur la volonté de cohésion sociale affirmée après la Seconde Guerre mondiale, se sont effrités. Depuis les années 1980, le monétarisme, principal courant théorique de la mouvance désignée comme néolibéralisme, a mis l'accent sur la restauration de la compétitivité d'un secteur marchand débarrassé des entraves étatiques. Selon cet argumentaire, l'intervention publique serait synonyme de bureaucratie et pénaliserait la compétitivité. Sous son influence, un mouvement profond de déréglementation et de dérégulation s'est amorcé. La transformation de ces options politiques en évidences partagées a reposé sur l'interaction entre économistes et acteurs politiques, relayés par de grands médias. Les uns ont fourni la représentation savante de la réalité économique, les autres se sont engagés dans une transformation des institutions justifiée par leur expertise économique. Le symbole en est le consensus de Washington dans lequel la demande de suggestions par les gouvernements nationaux pour restaurer la croissance reçoit une réponse à vocation universelle : recours accru à des mécanismes de marché débarrassés des régulations étatiques, intervention publique minimale, ouverture accentuée à la concurrence internationale.

Mais la donne a changé. Étant donné les effets engendrés par la conception orthodoxe de l'économie, il est désormais impossible d'envisager la poursuite d'un mouvement de démocratisation de la société si ne sont pas inventés les moyens de démocratiser l'économie. Pour trouver ces moyens, deux écueils doivent toutefois être évités. Le premier écueil est symbolisé par le glissement social libéral d'une partie de la gauche européenne. Ayant analysé l'analyse selon laquelle le marché est l'unique pôle créateur de richesses, elle adopte des politiques économiques qui ne sont plus guère différenciables de celles prônées par ses adversaires. Sa seule originalité tient à des politiques sociales moins restrictives. Le second écueil relève plutôt d'une certaine critique qui invoque la rupture avec le capitalisme sans préciser les modalités crédibles de transition.

Il est donc essentiel à la fois de surmonter ces deux écueils et d'aller au-delà du keynésianisme traditionnel. Une nouvelle dynamique démocratique ne peut émerger que si elle s'appuie sur les nombreuses pratiques sociales et économiques existant dans différents continents pour renouer avec les finalités de justice sociale et de préservation environnementale. L'action régulatrice des pouvoirs publics est à compléter par l'expression dans l'espace public d'une société civile se structurant autour de la référence au bien commun. Le maintien des droits sociaux est à coupler avec la prise en compte de formes d'auto-organisation faisant une plus large place à la solidarité dans l'économie. Pour relever de tels défis pratiques et théoriques, des coopérations internationales sont nécessaires. Elles se sont développées dans la dernière décennie, en particulier entre l'Amérique et l'Europe, à travers les échanges entre réseaux d'économie solidaire dans le cadre des forums sociaux. Des acteurs

